

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ESPACE

ACADEMIE DE STRASBOURG

CENTRE REGIONAL DES OEUVRES  
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

1 Quai du Maire Dietrich - CS 50 168  
67 004 STRASBOURG CEDEX



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Objet de l'appel public à la concurrence :

**Travaux d'électricité courant fort et courant faible sur les sites gérés par le Crous de Strasbourg**

### **Accord-cadre n°25 010**

Accord-cadre à bons de commande passé en procédure adaptée en application des articles L2123-1, L2125-1 1° et des articles R 2123-1 1°, R2123-4, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

### ABREVIATIONS UTILISEES

C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

C.C.T.P. : Cahier des Clauses Techniques Particulières ;

C.C.A.G-Travaux : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021

Crous : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 2 - GENERALITES.....	3
ARTICLE 3 – LIMITE DU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE .....	8
ARTICLE 4 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION .....	9
ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	9
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	9
ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
<b>ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN .....	18
ARTICLE 10 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE .....	19
ARTICLE 11 - PROVENANCE – QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	20
ARTICLE 12 – ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER .....	20
ARTICLE 13 – RECEPTION DE L'OUVRAGE.....	23
ARTICLE 14 – GARANTIES .....	24
ARTICLE 15 – PRIX .....	25
ARTICLE 16– MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	29
ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	31
ARTICLE 18 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	31
ARTICLE 19 – PENALITES .....	32
ARTICLE 20 – REFACTION.....	35
ARTICLE 21 – CESSIION DE CREANCE ET NANTISSEMENT .....	35
ARTICLE 22 – ASSURANCE .....	35
ARTICLE 23 - RESILIATION ET LITIGE .....	36
ARTICLE 24 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	36
ARTICLE 25 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	37

## ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur est le :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg  
1 quai du Maire Dietrich CS 50 168  
67 004 Strasbourg Cedex  
Tél. : 03 88 21 28 00

Représentante du Pouvoir adjudicateur : Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg.

## ARTICLE 2 - GENERALITES

### Article 2.1 - Objet de la prestation

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet **la réalisation de travaux d'électricité sur les sites gérés par le Crous de Strasbourg**. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13, R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent CCAP est commun à tous les lots. Il fixe de manière générale les caractéristiques, les modalités d'exécution et les conditions de passation des bons de commande issus de cet accord-cadre.

Chaque titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations des bons de commande et de leurs éventuelles modifications relevant des articles L2194-1 à L2194-3 du Code de la commande publique.

Chaque titulaire sera particulièrement vigilant à mettre en place le juste besoin nécessaire permettant la réalisation de la prestation au regard de son obligation de résultat, de l'esprit du marché à favoriser la baisse des coûts et selon la criticité, la complexité de l'intervention.

Peuvent être commandés des travaux programmés ou non programmés dans le cadre d'une urgence.

Sont exclus du périmètre de l'accord-cadre :

- Les opérations de travaux avec maîtrise d'œuvre privée ;
- Les opérations de travaux avec maîtrise d'œuvre interne et nécessitant d'avoir recours soit à un marché global, soit à un contour différent de l'allotissement du présent accord-cadre, en vue notamment, d'en faciliter la coordination.

### Article 2.2 – Lieux d'exécution et de livraison

Les sites sur lesquels le titulaire exécutera les travaux sont recensés à l'annexe n°1 du C.C.T.P.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit, dans le cadre de son pouvoir de modification unilatéral, de modifier en ajoutant et/ou supprimant certains sites par le biais d'un avenant.

D'une manière générale, les travaux seront réalisés dans des sites en exploitation dont les locaux seront en principe libres. Cependant, le déplacement ponctuel de mobilier ou matériel nécessaire à l'avancement des travaux et réalisé par le prestataire ne donnera droit à aucune majoration.

Le prestataire aura à prendre des dispositions particulières, notamment :

- pour garantir la sécurité des occupants,
- pour protéger les existants.

Lors des travaux dégageant de la poussière, le prestataire aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de cette poussière, par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc. ou en utilisant un matériel approprié (ponceuse aspirante avec récupérateur de poussière).

En ce qui concerne les travaux qui sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant, les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Le prestataire devra prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

### **Article 2.3 – Catégorie de prestations**

Il s'agit d'un accord-cadre de travaux.

La nomenclature, classification CPV (Vocabulaire Commun des marchés publics) est la suivante :

45310000-3 : Travaux d'équipement électrique

45311200 Travaux d'installations électriques

### **Article 2.4 – Allotissement, Tranches et Variantes**

#### **2.4.1 - Allotissement**

L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande.

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre comprend 2 lots :

- Lot n°1 : Sites du Bas-Rhin
- Lot n°2 : Sites du Haut-Rhin

**Chaque lot est réputé indivisible.**

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot ou pour la totalité des deux lots et sont susceptibles d'être retenus pour un lot ou pour la totalité des deux lots.

#### **2.4.2 – Tranches**

Le présent accord-cadre comporte une tranche optionnelle pour l'ensemble des lots :

- **Maintenance SSI (prestations précisées au sein du CCTP)**

Le Crous de Strasbourg bénéficie à l'heure actuelle d'un accord-cadre à marchés subséquents relatif à la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI), des équipements d'alarme (EA), mis en œuvre par la Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA) de la Région Grand Est. L'accord-cadre à marchés subséquents a été notifié au titulaire le 12 février 2024 pour une durée ferme de 24 mois. Il est reconductible tacitement deux fois pour une durée de 12 mois sauf dénonciation par le représentant habilité de la PFRA. Les marchés subséquents concernant le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ont été notifiés le 07 mars 2024 et prendront fin à la même date que l'accord-cadre, soit au plus tard le 11 février 2028.

Dans le cas où ledit accord-cadre ne devait pas être reconduit, le titulaire de l'accord-cadre n°25 010 « Travaux d'électricité courant fort et faible » du Crous de Strasbourg devra réaliser les prestations auparavant prévues par l'accord-cadre régional.

N° de la tranche	Objet	Date d'affermissement
Tranche optionnelle n°01	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI), des équipements d'alarme (EA)	Au plus tard 3 mois avant la date de fin de l'accord-cadre régional

Le titulaire n'aura pas droit à une indemnité d'attente ou de dédit si la tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée.

#### 2.4.3 – Variantes

Le Pouvoir adjudicateur interdit expressément la présentation de variantes.

### **Article 2.5 – Co-traitance**

Le candidat a la possibilité de présenter sa candidature seul ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R2142-19 à R2142-20 du Code de la Commande Publique.

Par conséquent, plusieurs entreprises peuvent se réunir pour présenter une offre, en vue d'obtenir le présent accord-cadre.

- **En cas de groupement conjoint**, le mandataire est solidaire de chacun des opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles issues du présent accord-cadre, notamment en ce qui concerne l'exécution des prestations à l'égard du Pouvoir adjudicateur jusqu'à l'achèvement des prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représentera l'ensemble des entrepreneurs.
- **En cas de groupement solidaire**, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier à une éventuelle défaillance de ses partenaires. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représente l'ensemble des entrepreneurs.

**Attention :** Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

En cas de groupement, la répartition des prestations entre les différents cotraitants sera clairement indiquée dans le dossier d'offre.

### **Article 2.6 – Sous-traitance**

Conformément à l'article L2193-2 du Code de la Commande Publique, « la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur ».

Par ailleurs, conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, **le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles de l'accord-cadre soient effectuées directement par le titulaire.**

En l'espèce, **pour des raisons de sécurité des personnes et des ouvrages, le pouvoir adjudicateur n'admet aucune sous-traitance pour les prestations suivantes :**

- **intervention sous tension sur panneaux photovoltaïque et sur borne de recharge.**

Ainsi, le titulaire devra disposer au sein de ses effectifs propres des compétences et des licences nécessaires à la réalisation des prestations susmentionnées.

Les modalités d'acceptation et d'agrément du sous-traitant sont précisées aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la Commande Publique.

**Ainsi, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du présent accord-cadre et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.**

La déclaration de sous-traitance peut donc intervenir :

-soit au moment du dépôt de l'offre. Le soumissionnaire identifie dans son offre le sous-traitant auquel il envisage de faire appel, ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. Il fournit également à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes conformément à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire pourra utiliser le formulaire ATTRI2 prévu à cet effet.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

-soit en cours d'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance, précisant l'ensemble des éléments indiqués ci-dessus.

En cas de sous-traitance non autorisée, l'entrepreneur encourt la résiliation du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 46.3 du C.C.A.G-Travaux.

## **2.7 – Protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail**

Le titulaire ainsi que son ou ses fournisseur(s) et sous-traitant(s) éventuels s'assurent du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc...) dans le cadre de l'exécution du marché.

## **2.8 – Protection de l'environnement**

Conformément à l'article 7 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en

cours d'exécution du présent accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du présent accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties, d'un avenant.

## **2.9 – Emploi de la langue française**

Toutes les correspondances, visites, réunions et discussions relatives au dit accord-cadre se déroulent en langue française.

Ainsi, conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la Commande Publique, tous les documents de l'offre ainsi que de la candidature rédigée dans une autre langue, devront obligatoirement faire l'objet d'une traduction en français.

## **2.10 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 et suivant du Code de la commande Publique. Une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités prévues au présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

Le titulaire de l'accord-cadre adressera tous les 6 mois au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

## **2.11 – Modifications portant sur la situation juridique ou économique de la société titulaire**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer par mail au Service Commande Publique du Crous de Strasbourg à l'adresse suivante : [achat@crous-strasbourg.fr](mailto:achat@crous-strasbourg.fr), tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de compte

bancaire ou postal sur lequel sont effectués les règlements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire ne se conforme pas à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des éventuels retards de règlement de la facture.

### **2.12 - Réunion de cadrage**

Pour le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, une réunion de cadrage entre le pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre aura lieu dans les deux semaines suivant la date de notification de l'accord-cadre afin de définir les modalités pratiques d'exécution des travaux dont le(s) titulaire(s) aura/auront la charge.

### **2.13 - Procédé technique et ou/marque obligatoire**

Attention, pour des raisons de sécurité et de contradiction technique, les marques à installer par le titulaire sont imposées pour les éléments suivants :

- les disjoncteurs, (respect de la norme NF C15-100 imposant le principe de filiation - le titulaire devra obligatoirement fournir des disjoncteurs de la marque citée au sein de l'annexe financière) ;
- les compteurs électriques (le titulaire devra obligatoirement fournir des compteurs électriques de la marque citée au sein de l'annexe financière) ;
- le contrôle d'accès ;
- les alarmes ;
- les caméras ;
- le SSI.

## **ARTICLE 3 – LIMITE DU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE**

Le présent accord-cadre concerne les travaux d'entretien et de maintenance électrique, les prestations suivantes incluses aux BPU ne relèvent pas du principe d'exclusivité du titulaire :

- Travaux sur le SSI ;
- Travaux des systèmes d'alarme et de contrôle d'accès ;
- Travaux de vidéoprotection ;
- Travaux de TP

**Pour les deux lots du présent accord-cadre, les items des BPU concernés par cette limitation du principe d'exclusivité sont les suivants :**

- Travaux SSI : Toute la section 11 (BPU « FOURNITURES »)
- Travaux des systèmes d'alarme et de contrôle d'accès : Toute la section 12 (BPU « FOURNITURES »)
- Travaux de vidéoprotection : Toute la section 13 (BPU « FOURNITURES »)
- Travaux de TP : Toute la section 12 (BPU "PRESTATION »)

**Par conséquent, pour l'exécution des prestations susmentionnées, le pouvoir adjudicateur n'a pas l'obligation de faire appel au titulaire de chaque lot. Le titulaire du lot ne pourra prétendre à aucune indemnité.**



## ARTICLE 4 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre à bon de commandes, à un seul titulaire ; candidat unique ou groupement, est lancé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, L2125-1 1°, R2123-1 1° R2123-4 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article L2125-1 1°, le présent marché est un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique.

**Le présent accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un maximum de commande. Les montants maximums en valeur de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés par période à :**

Montant maximum H.T. pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises	
Lot 1	Lot 2
3 200 000 €	700 000 €

**Si l'accord-cadre a atteint son montant maximal de commandes celui-ci prendra fin. Le pouvoir adjudicateur engagera alors une nouvelle consultation en vue de son renouvellement.**

Les montants susmentionnés sont indicatifs. Ils n'engagent en rien le Crous de Strasbourg sur un minimum de commande à atteindre.

## ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

**L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.**

**Il est reconductible trois fois, par période d'un an, par décision tacite du pouvoir adjudicateur.**

En effet, au regard des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut pas la refuser.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir adjudicateur en informera le titulaire, au moins deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification) par l'envoi d'un courrier électronique avec accusé de réception.

L'exécution des prestations débute à la date de notification de l'accord-cadre. L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de l'accord-cadre en cours de validité pour une durée maximum de 3 mois.

## ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### **Article 5.1 – Pièces contractuelles particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-Travaux, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) par lot et ses annexes financières :
  - le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) « Prestations » dont un par lot ;
  - le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) « Fournitures » dont un par lot ;

- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) « Maintenance SSI » dont un par lot ;
- le Catalogue fournisseur mentionnant les taux de remise contractuels ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Liste des sites du lot 1 (Bas-Rhin) et du lot 2 (Haut-Rhin)
  - Annexe 2 : Cadre de mémoire technique
  - Annexe 3 : Détail du BPU photovoltaïque
- Le mémoire technique du candidat rédigé conformément à l'annexe n°2 du CCTP « cadre de mémoire technique » ;
- Les bons de commande valant ordre de service de démarrage émis pendant toute la durée de l'accord-cadre,
- Les éventuels avenants émis en cours d'exécution du présent accord-cadre

Les documents originaux conservés par l'administration font seuls foi. Le titulaire s'engage à exécuter l'accord-cadre conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non-écrite.

## **5.2 – Pièces contractuelles générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021.  
En cas de contradiction entre d'une part le C.C.A.G et d'autre part les autres pièces de l'accord-cadre, seules ces dernières prévaudront ;
- Le Code de la commande publique et ses annexes ;
- Le code de la construction et de l'habitation, le code du travail, le code de l'environnement, le code de la santé publique ;
- La loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;
- Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières ;
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant ;
- Les normes et règlements dont il est fait référence à l'article 1.4 du C.C.T.P du présent accord-cadre

**Cette liste n'est pas exhaustive.**

Les fournitures et les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes ou à d'autres documents équivalents, dans l'ordre de préférence suivant : les normes nationales transposant des normes européennes, les agréments techniques européens, les spécifications techniques communes, les normes internationales, les autres référentiels techniques élaborés par les organismes européens de normalisation ou, lorsque ceux-ci n'existent pas, les normes nationales, les agréments techniques nationaux, ou les spécifications techniques nationales ou conformément aux dispositions de l'article R.2111-7 et suivants du Code de la Commande publique, respecter de manière équivalente, des spécifications issues de ces différents documents.

Le fait de ne pas énumérer toutes ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent accord-cadre. Ces documents ne sont pas joints au dossier, mais ils sont supposés être parfaitement connus du candidat.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs ou dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus est réputée non écrite.

## **ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 – Etablissement des devis**

L'établissement d'un devis est réputé inclus dans les prix du présent accord-cadre.

L'absence d'acceptation d'un devis (devis sans suite) ne donne pas lieu à une indemnité pour le titulaire concerné. Le pouvoir adjudicateur s'engage dans ce cas à informer le titulaire concerné de la non-réalisation des travaux.

#### **7.1.1 – Pour une intervention programmée**

Pour l'établissement de chaque bon de commande, le titulaire devra fournir un devis basé sur les prix figurant au bordereau des prix unitaires ou au catalogue.

Ce devis s'entend comme un descriptif des travaux à exécuter ou comme un relevé quantitatif par poste de prix nécessaires à la réalisation du besoin exprimé par le maître d'ouvrage.

Le délai maximal dont dispose le titulaire pour transmettre son devis est stipulé au sein du présent CCAP et du CCTP. En cas de non-respect de ce délai, une pénalité pourra être appliquée conformément à l'article 18 du présent document.

Chaque devis précisera :

- La date et le numéro du devis ;
- La référence, le numéro et le lot de l'accord-cadre : **25 010 lot X** ;
- L'intitulé de l'opération et le lieu d'exécution ;
- La nature et la description détaillée des prestations à réaliser ;
- La marque, la référence et la puissance éventuelle des produits ;
- Le montant détaillé des prestations article par article ;
- Le pourcentage de remise éventuel ;
- Le montant total des travaux à réaliser en indiquant l'annexe financière de référence (BPU ou catalogue) ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Le planning prévisionnel comprenant les délais d'approvisionnement, la date de début d'exécution de la prestation, le délai de réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage sur le délai d'exécution qui sera ensuite repris sur le bon de commande et deviendra contractuel à la réception par le titulaire dudit bon, si ledit délai d'exécution est conforme aux exigences du pouvoir adjudicateur.

#### **7.1.2 – Suite à une intervention urgente**

Suite à l'intervention de l'entreprise dans le cadre d'une urgence, un devis de régularisation est établi pour permettre l'émission d'un bon de commande de régularisation.

## **7.2 – Délais d'établissement des devis**

### **7.2.1 – Pour une intervention programmée**

A compter de la notification d'une demande de devis par le pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour lui transmettre un devis conforme aux stipulations du présent accord-cadre. Dans ce délai de 5 jours ouvrés le titulaire peut demander à effectuer une visite de site. La réalisation d'une visite prolonge de 5 jours ouvrés l'établissement du devis. Le délai maximal pour la remise d'un devis s'élève donc à 10 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

### **7.2.2 – Suite à une intervention en urgence**

Ce type d'intervention s'effectue sur demande simplifiée de l'ordonnateur auprès du titulaire. Avant toute intervention, il est obligatoire d'obtenir l'accord du service prescripteur.

## **7.3 – Modalités de commande**

Conformément à l'article R 2162-13 du Code de la Commande Publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les bons de commande seront établis sur la base du devis préalable établi par le titulaire et rémunérées sur la base des annexes financières à l'acte d'engagement. Avant l'émission du devis par le titulaire, ce dernier se rendra obligatoirement sur site, afin d'identifier l'étendue des travaux et la particularité de chaque résidence universitaire.

Les bons de commande comporteront les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre : **25 010 + n° du lot concerné**
- La localisation des prestations ;
- La désignation et la description des prestations en faisant référence aux annexes financières ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le délai d'intervention comprenant les dates précises de début et de fin des travaux ;
- Les prix en référence aux annexes financières (BPU ou catalogue) ;
- Le total des prix hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total et TTC de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre mais leur durée d'exécution ne dépassera pas de plus de 3 mois la date de fin de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande sera émis par mail et seront notifiés au fur et à mesure de la survenance des besoins.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés directement au mandataire du groupement désigné dans le dossier d'offre.

**Il incombe au titulaire d'accuser réception du bon de commande dans un délai de 48 heures maximum. A défaut, il encourt l'application de pénalités prévues à l'article 19.2 du présent C.C.A.P.**

**Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier une commande sans que le titulaire de l'accord-cadre ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Cette demande se fera par mail dans**

**un délai maximal de 48 heures avant le démarrage des travaux. Ces modifications peuvent porter soit sur des quantités supplémentaires à celles indiquées dans le bon de commande, soit sur une réduction des quantités tant que ces modifications n'ont pas pour effet de bouleverser l'économie générale du contrat.**

## **Article 7.4 – Délai d'exécution des prestations**

### **7.4.1 – Délai d'exécution des prestations programmées**

Le délai d'exécution des travaux est le délai imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sur lesquels sont effectuées les prestations.

**Il est expressément demandé au titulaire de respecter les délais suivants :**

**Les précisions concernant les délais d'exécution et les lieux figurent pour partie au CCTP et seront mentionnés à chaque bon de commande. Le titulaire s'engage contractuellement à intervenir dans les délais indiqués à chaque bon de commande.** Ces délais d'exécution commencent à courir à compter de l'émission du bon de commande. En cas de non-respect des délais contractuels, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels prévus au présent accord-cadre, il doit formuler, dans un délai de 2 jours ouvrés, une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu. Le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'accéder à la demande du titulaire. Dans ce cas, un nouveau délai d'intervention est fixé.

Attention : lorsque les délais minimaux d'intervention ou d'établissement d'un devis, fixés dans le CCTP font l'objet d'un retard supérieur à 15 jours, le Pouvoir Adjudicateur pourra faire exécuter les travaux demandés initialement au titulaire, par une autre entreprise de son choix.

**Le titulaire reste néanmoins responsable et en charge des travaux en cours et futurs.**

### **7.4.2 – Délai d'exécution des prestations urgentes**

L'urgence donne lieu à une intervention effective du titulaire avec retour à un mode de fonctionnement normal ou en mode dégradé. Si la demande d'intervention en urgence par le représentant du pouvoir adjudicateur est effectuée avant 14h30, le titulaire concerné doit intervenir dans un délai maximum de 4 (quatre) heures à compter de cette demande. Si la demande d'intervention en urgence par l'ordonnateur est effectuée après 14h30, le titulaire concerné doit intervenir avant le lendemain matin 09h00. Si le titulaire ne peut faire qu'une réparation en mode dégradé à titre conservatoire en attendant la réparation définitive, celle-ci devra intervenir dans un délai maximum de 5 (cinq) jours ouvrés à partir de la date de prise en charge.

Un délai différent peut être proposé par chaque titulaire dans son offre si celui-ci est plus avantageux pour les services bénéficiaires : le titulaire sera alors contraint de respecter ce délai.

**L'urgence s'entend comme toute demande d'intervention visant à mettre fin dans un délai restreint à un désordre avéré entravant le fonctionnement de l'ordonnateur ou pouvant avoir des conséquences lourdes d'un point de vue financier ou de sécurité.**

Cette commande dans le cadre d'une urgence ne correspond pas à une astreinte. Elle correspond à une sollicitation du titulaire durant les horaires habituels de travail du titulaire.

Le titulaire du présent accord-cadre dispose d'un délai de 30 minutes à compter de la demande d'intervention pour indiquer s'il est en capacité de répondre ou non dans les délais contractuels. En l'absence de réponse dans le délai de 30 minutes, il est considéré que le titulaire n'est pas en capacité de répondre dans les délais contractuels. Le titulaire indiquant être en capacité de répondre dans les meilleurs délais effectuera la prestation.

**Si le titulaire n'est pas en capacité de réaliser la demande de travaux en « urgence » dans les délais contractuels, il perd l'exclusivité sur cette commande. A cette condition, le pouvoir adjudicateur prend alors ses dispositions pour réaliser la commande par une entreprise de son choix dans les conditions de réalisation initiales à celles demandées au titulaire.**

Ce type de commande est toujours précédé d'un appel téléphonique à l'interlocuteur principal désigné par l'entreprise titulaire. Le pouvoir adjudicateur double sa demande d'un email avec désignation par le terme « urgence » nécessitant pour l'entreprise d'intervenir dans un délai adapté et fixé dans l'offre du titulaire concerné.

Ce type d'intervention donne lieu à la rédaction d'un bon d'intervention signé par les deux parties. Lorsque l'urgence le justifie, le devis peut être réalisé sur place et signé pour acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur ou faire l'objet d'un devis de régularisation. En tout état de cause, un bon de commande de régularisation sera réalisé et transmis au titulaire. Le devis et le bon de commande de régularisation devront préciser la mention « Intervention en urgence ».

Ce type d'intervention donne lieu à la rédaction d'un bon d'intervention signé par les deux parties. Lorsque l'urgence le justifie, le devis peut être réalisé sur place et signé pour acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur ou faire l'objet d'un devis de régularisation. En tout état de cause, un bon de commande de régularisation sera réalisé et transmis au titulaire.

Ces délais d'exécution commencent à courir à compter de l'émission du bon de commande. En cas de non-respect des délais contractuels, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard prévues à l'article 18 du présent CCAP.

## **7.5 - Prolongation des délais d'exécution**

Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé sans recourir à un avenant dans les conditions de l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux en cas de :

- Changement de masse des travaux ou modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents ;
- Difficultés imprévues au cours du chantier ;
- Ajournement des travaux décidés par l'ordonnateur ou retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables faisant l'objet d'un autre marché.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Il n'est pas prévu de dispositions relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

## **7.6 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations**

Conformément aux dispositions de l'article 3.2.1 du C.C.A.G-Travaux, tout délai mentionné au présent accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à minuit le dernier jour du délai.

## **ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1. Reconnaissance des existants**

---

Le titulaire aura pris connaissance de tous éléments afférents à l'exécution des travaux dont il a la charge. Cette prise de connaissance portera aussi bien sur les possibilités d'accès, que sur les conditions d'exécution des travaux.

**La reconnaissance des fonds existants et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux se fera notamment lors de la visite sur sites organisée par le Pouvoir adjudicateur avant la remise des offres des candidats.**

Ainsi, le prestataire est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé à la reconnaissance des fonds existants.

Cette reconnaissance des existants portera notamment, sans que cette liste soit limitative, sur les éléments suivants :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- L'origine et la provenance des matériaux existants et leur possibilité à être remplacés ;
- Les principes constructifs des existants ;
- Et de manière générale, sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

**Le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix tous les éléments relatifs à l'exécution des travaux en prenant notamment en considération l'ensemble des fonds existants.**

Par conséquent, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra se prévaloir d'un manque de précision ou d'une quelconque omission des pièces contractuelles constitutives du présent accord-cadre pour refuser la fourniture, la pose d'équipements et/ou d'éléments nécessaires au parfait achèvement des travaux.

### **8.2 – Consistance des travaux**

---

Conformément à l'article 1.5 du C.C.T.P, les prestations objet de l'accord-cadre comprennent :

- la reconnaissance des supports,
- la fourniture des produits propres à l'exécution des travaux,
- la fourniture de l'outillage et du matériel d'exécution
- l'application des produits, suivant prescriptions du présent CCTP,
- la qualité et l'aspect de finition seront soignés,
- les protections,
- l'enlèvement des déchets,

- le nettoyage occasionné par l'intervention,
- l'enlèvement de l'ancienne kitchenette si demandé,
- le nettoyage général des locaux en fin de travaux,
- les réfections des ouvrages défectueux constatés en cours d'exécution.

Cette liste ne reflète qu'une description sommaire du besoin à satisfaire et n'est pas exhaustive.

Les modalités techniques des prestations ainsi que les spécificités techniques du matériel et des matériaux à fournir figurent au C.C.T.P. du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage contractuellement à exécuter les prestations conformément aux stipulations du présent accord-cadre. Tout manquement du titulaire à cet égard notamment en ce qui concerne des malfaçons minimes, entraînera l'application de réfaction conformément aux dispositions de l'article 19 du présent C.C.A.P.

**Attention : le Crous de Strasbourg devrait disposer d'ici quelques mois d'une gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO). Par conséquent, il pourra alors être demandé au titulaire d'utiliser cette GMAO dans le but de compléter cette dernière et dans le cadre du suivi des travaux. Le titulaire ne pourra pas rejeter cette demande.**

### 8.3 Protection des ouvrages existants

---

Le titulaire de l'accord-cadre devra, lors de l'exécution des travaux, prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour assurer la conservation et la protection des ouvrages existants contigus ou situés à proximité du lieu sur lequel sont réalisés les travaux.

Ces prescriptions s'appliquent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des déchets.

**Le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, tous les éléments relatifs à la protection des ouvrages existants.**

Le titulaire s'engage contractuellement à maintenir les mesures de protection des ouvrages existants pendant toute la durée des travaux.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire des mesures complémentaires dans les cas où les mesures prises par le titulaire lui paraissent insuffisantes pour assurer la protection des ouvrages cités ci-dessus.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

**En cas de non-respect des prescriptions explicitées au présent article, le titulaire aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.**



## 8.4 Mode opératoire

---

Le titulaire s'engage à exécuter strictement les prestations objet de l'accord-cadre conformément aux prescriptions décrites dans le C.C.T.P du présent accord-cadre et conformément aux règles de l'art.

## 8.5 Dispositions spécifiques relatives à l'amiante

---

### a) Repérage amiante avant travaux

Préalablement au démarrage des travaux, le titulaire de l'accord-cadre devra obligatoirement prendre connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux repérages amiantes précédemment effectués par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Les documents nécessaires seront annexés à chaque bon de commande émis pour les sites concernés, par le Service budget et contrôle de gestion dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il incombe au titulaire d'accuser réception du bon de commande ainsi que de l'ensemble des documents par retour de mail.

Dans le cas où les travaux objet du présent accord-cadre concerneraient des éléments qui n'auraient pas été pris en compte dans les documents préalablement établis, il incombe au titulaire d'en informer, sans délai, le Pouvoir adjudicateur afin de pouvoir établir un repérage amiante avant travaux complémentaire avant tout commencement des prestations conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cas où un tel repérage amiante s'avère nécessaire, aucune prestation, objet du présent accord-cadre, ne peut être entreprise par le titulaire avant l'établissement d'un nouveau repérage en la matière par le Pouvoir adjudicateur. Par voie de conséquence, le titulaire du présent accord-cadre exécutera les prestations sur le site concerné uniquement après l'accomplissement du repérage amiante par l'opérateur désigné par le Pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où un nouveau repérage amiante avant travaux a été prescrit, un rapport sera dressé et mis à la disposition du titulaire mentionnant notamment, s'il y a de l'amiante ou non et le cas échéant, quelle est sa nature, dans quels matériaux ou produits est-elle, et quelle en est la quantité estimée.

### b) Mode opératoire pour les travaux relevant de la sous-section 4 du code du travail

Dans le cas où les travaux objet du présent accord-cadre entrent dans le champ d'application des prescriptions relevant de la sous-section 4 relative aux dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante du code du travail, le titulaire sera soumis aux obligations définies ci-après.

Dans cette hypothèse, les travaux à la charge du titulaire concerneront des interventions sur un matériau ou produit contenant de l'amiante et/ou une intervention à proximité d'un matériau ou produit contenant de l'amiante susceptible de provoquer l'émission de fibres amiantes. Le cas échéant, un mode opératoire devra être établi pour les travaux concernés et il sera obligatoirement soumis, lors de son établissement, à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

Il sera également transmis, conformément aux dispositions de l'article 4412-147 du code du travail, à l'inspecteur du travail et aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale du ressort territorial compétent et, le cas échéant, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Dès lors que les travaux projetés nécessitent une intervention supérieure à cinq jours, le titulaire du présent accord-cadre, transmet en outre, à l'inspecteur du travail et au service de prévention de l'organisme de sécurité sociale du lieu de l'intervention ainsi que, le cas échéant, à l'office professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention,

- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement de travail du lieu de l'intervention,
- La liste des travailleurs impliqués. Cette liste mentionne les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visite médicale et précise, le cas échéant, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation.

La protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante s'analysant comme un impératif de santé publique, le titulaire s'engagera contractuellement à respecter scrupuleusement les dispositions du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

En cas de manquement aux obligations décrites ci-dessus, le titulaire s'expose à une résiliation à ses frais et risques dont les modalités sont définies à l'article 23.2 du présent C.C.A.P.

#### c) Formation du personnel à la prévention des risques liés à l'amiante

Le cas échéant, le personnel amené à exécuter des travaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres amiantes devra obligatoirement être formé à la prévention des risques liés à l'amiante conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

### ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique concernant la clause de réexamen, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier en cours d'exécution de l'accord-cadre avec le titulaire du lot concerné, les modifications suivantes :

- **Tout ajout et/ou retrait de sites dans le périmètre de gestion du Crous de Strasbourg.**  
Retrait de sites : Il est expressément convenu qu'en cas de vente et/ou cession, le Pouvoir Adjudicateur pourra être amené à retirer temporairement ou définitivement, tout ou partie d'un bâtiment concerné par le présent accord-cadre.  
Ajout de sites : Il est expressément convenu qu'en cas de construction, d'acquisition, prise en gestion, etc., d'un ou de nouveau(x) site(s) se situant dans la zone géographique concernée par le présent marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra être amené à ajouter temporairement ou définitivement, un ou des établissements, à la liste figurant en annexe n°4 du CCTP au présent accord-cadre.
- **En cas d'évolution des normes ou de la survenance d'un besoin spécifique ou nouveau pendant l'exécution de l'accord-cadre**, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant et à condition qu'il n'y ait pas de bouleversement de l'économie générale de l'accord-cadre, de modifier les annexes financières en y ajoutant les éléments nécessaires et indispensables à la bonne poursuite de l'accord-cadre et des travaux à réaliser.
- **En cas d'augmentation subite du taux d'inflation et/ou de situation de crise économique**, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant, de négocier de façon provisoire certains prix prévus aux annexes financières sous réserve que le titulaire apporte la preuve de l'inflation considérable des matériaux en question (factures à l'appui). Ces prix provisoires ne pourront s'appliquer que pendant une période précise fixée de manière conjointe entre le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire.
- **En cas de commandes régulières d'un ou plusieurs produits au catalogue, ces derniers pourront être intégrés au B.P.U ;**

- **En cas d'augmentation subite du taux d'inflation et/ou de situation de crise économique**, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant, de négocier de façon provisoire certains prix prévus au B.P.U sous réserve que le titulaire apporte la preuve de l'inflation considérable des matériaux en question (factures à l'appui). Ces prix provisoires ne pourront s'appliquer que pendant une période précise fixée de manière conjointe entre le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire.
- **Montant maximum de l'accord-cadre** : à la condition qu'il ne s'agisse pas d'une modification substantielle conformément à l'article R.2194-7 du Code de la commande publique, les montants maximums prévus au présent accord-cadre pourront être modifiés selon les modalités suivantes : lorsque 90 % du lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 15 jour calendaire à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord-cadre dans la limite de 15 % du maximum initial. En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

## **ARTICLE 10 – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE**

Conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G-Travaux, il incombe au titulaire d'établir, d'après les documents particuliers du présent accord-cadre, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Avant le démarrage des travaux, il incombe au titulaire de soumettre au Responsable du Service des interventions techniques, les plans d'exécution détaillés et les plans de chantier relatifs à l'exécution des travaux.

A cet effet, le titulaire fera sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du présent accord-cadre fournis par le pouvoir adjudicateur, il doit le signaler immédiatement par écrit.

Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités des matériaux à mettre en œuvre.

Les plans d'exécution doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques au CCTP du présent accord-cadre, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

**Ces plans seront transmis, pour accord, au Responsable du Service des interventions techniques. Les travaux ne pourront être exécutés qu'après accord sur ces plans.**

## **ARTICLE 11 - PROVENANCE – QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **11.1 – Provenance des matériaux et produits**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité conformément à ce qui est prévu à l'article 16.1 du C.C.T.P

Conformément à l'article 21.1 du C.C.A.G-Travaux, **le titulaire a le choix de la provenance des matériaux et produits, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le présent accord-cadre** dont les critères et la qualité sont énoncés dans le C.C.T.P et aux annexes financières.

A la demande du Pouvoir adjudicateur, les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre devront être fournis par le titulaire du présent marché.

### **11.2 – Qualités et caractéristiques des matériaux et produits**

Conformément à l'article 23.1 du C.C.A.G-Travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes mentionnées dans le C.C.T.P. et au B.P.U du présent accord-cadre.

Il incombe au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations contractuelles relatives à la qualité et caractéristiques des matériaux et matériels tel que cela résulte du C.C.T.P. du présent accord-cadre.

**En cas de non-respect ou en cas de quelconque manquement des prescriptions définies ci-dessus, le titulaire se verra dans l'obligation de remplacer, à ses frais, l'ensemble des éléments qui ne répondraient pas aux prescriptions techniques du présent accord-cadre**

Au regard de l'ensemble de ces considérations, le titulaire s'engage à prendre en charge et à ses frais, toutes les malfaçons qui ne relèveraient pas d'une usure normale intervenues pendant le délai d'exécution du marché.

## **ARTICLE 12 – ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER**

Toutes les mesures d'organisation, de sécurité et d'hygiène prescrites sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

### **12.1 – Dispositions générales**

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'intégralité de la sécurité et des mesures d'hygiène sur son chantier et ses abords pendant toute la durée d'exécution des travaux. Il est réputé connaître la réglementation en vigueur relative aux obligations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs et de s'y conformer.

Afin de se conformer à la réglementation en vigueur, le titulaire devra signer un plan de prévention des risques proposé par le Crous de Strasbourg.

Des éléments signalétiques balisant la zone d'intervention devront être établis et le titulaire devra prendre toutes les mesures empêchant l'accès au public lorsque les prestations ont lieu dans des parties communes sans empêcher le passage des issues de secours.

Lors des travaux, le titulaire devra notamment veiller à ce qu'aucun matériel ou matériau n'entrave le passage des usagers ou les agents de l'établissement.

### **12.2 – Dispositions particulières**

Le titulaire prendra toutes les mesures d'organisation et de sécurité propres à éviter les accidents et à protéger les ouvrages existants, et toutes les dispositions utiles pour assurer l'hygiène du chantier tant à l'égard de son propre personnel qu'à l'égard des agents du Crous de Strasbourg qu'à l'égard des tiers.

Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes du Pouvoir adjudicateur.

**Les travaux objet du présent accord-cadre seront exécutés majoritairement en site occupé, les candidats devront donc en tenir compte.** Le titulaire devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas perturber la continuité du fonctionnement des différents services en :

- Délimitant, protégeant et signalant les zones de chantier,
- Réduisant les nuisances sonores causées par le chantier,
- Réduisant la poussière occasionnée par le chantier par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle ou tout autre matériel approprié,
- Limitant la gêne des agents et des usagers des bâtiments,
- Signalant les dates d'intervention et les personnels intervenant sur le chantier en amont.

### **12.3 – Nuisances de chantier**

Les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés. **Il incombe au titulaire de prendre à ses frais et risques les dispositions nécessaires pour réduire, dans la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins**, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières...

En outre, le prestataire devra prendre toutes les dispositions pour réduire les nuisances causées par le chantier et se conformer à la réglementation en vigueur.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier,
- Les poussières générées,
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,
- Les salissures des voies publiques.

### **12.4 – Propreté et nettoyage**

#### *a. Nettoyage du chantier*

**Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous les déchets après l'exécution des travaux.**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procédera au rangement journalier de son matériel, à l'évacuation des déchets, emballages vides, gravats et matériels déposés non récupérés, ainsi qu'au nettoyage et à la remise en état du chantier.

Le chantier, les abords du chantier ainsi que les accès utilisés pour amener les fournitures devront être restitués en fin de travaux dans leur état de début de travaux et par voie de conséquence, en état d'usage immédiat.

Dans le cas contraire, les travaux de remise en état seront déduits sur le solde dû au titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

*b. Nettoyage final des locaux*

**En fin de travaux, l'ensemble du site sur lequel les prestations ont été exécutées devra être parfaitement nettoyé par le titulaire.**

D'une façon générale, le titulaire restituera l'ouvrage en état d'usage immédiat pour lequel il est destiné.

Dans le cas contraire, les travaux de remise en état seront déduits du solde dû au titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

## **12.5 – Gestion des déchets**

**Il est demandé à chaque candidat de produire une note relative à la gestion des déchets et aux politiques environnementales mises en œuvre au sein de sa structure.**

Conformément à l'article 36.1. du C.C.A.G-Travaux, le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le Pouvoir adjudicateur puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et des matériaux issus du chantier, le titulaire fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage. Ainsi, les déchets sont :

- Ramassés au fur et à mesure de leur production,
- Conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 complété par le décret n°94-645 du 26 juillet 1994 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment en ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses ;
- Evacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.
- Evacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.

Les déchets seront transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

## **12.6 – Interruption du chantier pour non-respect des règles de sécurité**

En cas de non-respect des règles générales et/ou particulières de sécurité et d'hygiène sur le chantier, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre l'exécution des travaux jusqu'à ce que le titulaire du marché se conforme à ses obligations contractuelles sans qu'il soit fait application de l'article 49 du C.C.A.G.

En cas de retard dans l'exécution du chantier dû à cette interruption, la pénalité par jour de retard prévue à l'article 19 du présent C.C.A.P est applicable.

## **ARTICLE 13 – RECEPTION DE L'OUVRAGE**

### **13.1 – Documents à fournir après l'exécution des travaux**

Conformément à l'article 40 du C.C.A.G-Travaux, outre les documents que le titulaire est tenu de fournir avant l'exécution des travaux en application de l'article 9 du présent C.C.A.P, le titulaire remettra au Pouvoir adjudicateur :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que le constat d'évacuation des déchets ;
- Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), en deux exemplaires papiers et un exemplaire électronique.

Le défaut de remise, dans les délais ci-dessus, des documents mentionnés au présent article entraînera l'application des pénalités de retard prévues à l'article 19.2 du présent C.C.A.P.

### **13.2 – Les modalités de réception**

**Chaque bon de commande du présent accord-cadre fera l'objet d'une réception et d'un règlement des prestations à compter de la réalisation du service fait.**

Ainsi, il incombe au titulaire d'aviser le pouvoir adjudicateur, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Responsable du Service des interventions techniques ou son représentant, procède en présence du titulaire aux opérations préalables à la réception de l'ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou à la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure à l'achèvement des travaux.

Les opérations préalables à la décision de réception porteront sur les éléments suivants :

- La reconnaissance de l'ouvrage exécuté,
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au présent accord-cadre,
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, alors même que cela lui a été notifié, il en est fait mention au procès-verbal qui lui sera notifié.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Responsable du Service des interventions techniques du Crous ou son représentant et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le représentant du Pouvoir adjudicateur décide si la réception est prononcée ou non ou si elle est prononcée avec réserve.

Dans le cas où le représentant du Pouvoir adjudicateur prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire, dans les 30 jours qui suivent la date du procès-verbal.

Dans le cas où la réception est prononcée avec réserve, cette dernière sera formulée de façon à permettre d'identifier facilement et précisément le désordre et permettre au titulaire d'exécuter les mesures appropriées pour corriger les malfaçons qui affectent l'ouvrage.

Lorsque la réception est assortie de réserves, il incombe au titulaire de remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où certaines parties de l'ouvrage ne sont pas entièrement conformes aux spécifications de l'accord-cadre, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que représenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection de l'ouvrage et proposer au titulaire une réfaction sur les prix. Si le titulaire accepte la réfaction sur prix, la réception sera prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession de l'ouvrage par le Pouvoir adjudicateur doit être précédée d'une réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

## ARTICLE 14 – GARANTIES

### **14.1 La garantie de parfait achèvement**

Chaque malfaçon constatée et consignée dans le procès-verbal de réception ou pendant le délai de garantie d'un an à compter de la réception, oblige le titulaire à réparer les vices affectant l'ouvrage.

#### *a. Le régime*

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise,
- Remédier à tous les désordres signalés par le Pouvoir adjudicateur, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci,
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents techniques du présent accord-cadre.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

**Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le Pouvoir adjudicateur ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées ci-dessus sont entièrement à la charge du titulaire.**

#### *b. Le délai*

Le délai de garantie est, sauf prolongation expresse, d'un an à compter de la date d'effet de la réception de l'ouvrage.

- Pour les malfaçons qui n'ont pas fait l'objet d'une réserve à la réception et qui sont apparus dans le délai de garantie : Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qui lui incombent au titre de son obligation de parfait achèvement, le délai de garantie peut être



prolongée par simple décision du Pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations par le titulaire.

➤ Pour les malfaçons ayant fait l'objet d'une réserve à la réception : Il incombe au titulaire de remédier aux imperfections et malfaçons 3 mois avant l'expiration du délai de garantie (délai d'un an à compter de la réception de l'ouvrage). Ces dispositions ne peuvent conduire à assimiler l'absence de décision de prolongation du délai prise par le Crous de Strasbourg à une levée implicite des réserves dont la réception a été assortie. Par voie de conséquence, les relations contractuelles entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire du présent accord-cadre se poursuivent non seulement pendant le délai de garantie, mais encore jusqu'à ce qu'aient été expressément levées les réserves exprimées lors de la réception. Ainsi, la prorogation du délai de parfait achèvement est automatique pour ces malfaçons jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, nécessaires à la levée des réserves.

## **14.2 – La garantie décennale**

### **a) Le régime**

Sont couverts par la garantie décennale au titre de l'exécution du présent marché, les désordres non apparents. En effet, seuls les désordres qui n'étaient pas connus du pouvoir adjudicateur lors de la réception et les vices qui étaient visibles mais dont les conséquences ne se sont révélées qu'après la réception sont couverts par la garantie décennale.

Le titulaire est débiteur de la garantie décennale auprès du pouvoir adjudicateur pour :

- les désordres de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage
- ou les désordres qui rendent l'ouvrage impropre à sa destination.

Dans ces conditions, le pouvoir adjudicateur a droit à une réparation intégrale du préjudice correspondant aux désordres constatés.

### **b) Le délai**

Le délai de la garantie décennale est de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage. Il s'agit d'un délai d'action et d'épreuve couvrant les désordres apparus pendant le délai de 10 ans à compter de la réception. Ledit délai est compté de date à date à compter du jour même de la réception

## **14.3 Garantie des matériaux et produits utilisés**

Les matériaux et produits utilisés sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière conformément aux dispositions de l'article 1641 du code civil.

En outre, les produits et matériaux utilisés pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre doivent des conditions normales d'utilisation présenter la sécurité à laquelle la personne publique peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes, en application des articles L221-1 et suivants du code de la consommation.

## **ARTICLE 15 – PRIX**

### **15.1 – Détermination et forme des prix**

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires.

Les ouvrages réalisés au titre du présent accord-cadre seront réglés par application des prix indiqués aux B.P.U (fourniture, prestation, maintenance SSI), en tenant compte des dépenses liées aux mesures

particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Chaque bon de commande fera référence aux lignes correspondantes des B.P.U le cas échéant (une ligne « fourniture » est systématiquement associée à une ligne « prestation »). **Il est précisé que toutes les lignes figurant aux B.P.U doivent obligatoirement être remplies et complétées par le soumissionnaire.**

Le prestataire doit prévoir, dans tous les cas, les travaux qui seraient indispensables à l'achèvement complet de ses ouvrages dans les règles de l'art, et cela sans aucun supplément de prix.

### **15.2 – Produits non listés dans le B.P.U**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, de manière accessoire et exceptionnelle aux commandes principales faites dans le cadre du B.P.U, dans le catalogue du titulaire des fournitures entrant impérativement dans le périmètre du présent accord-cadre, mais non listées dans le B.P.U. Le volume de commande via le catalogue du titulaire ne pourra pas excéder, par lot et pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises, 15% du montant maximum prévu à l'article 3 du présent C.C.A.P, soit :

- Pour le lot n°1 : 480 000 € H.T.
- Pour le lot n°2 : 105 000 € H.T.

Les prix des compléments de gammes de produits ne figurant pas sur le B.P.U sont listés dans le catalogue du fournisseur et doivent faire l'objet d'une « remise sur catalogue ». Le candidat propose un pourcentage de remise sur cette ligne « remise sur catalogue ».

Les prix de l'accord-cadre sur le catalogue sont les prix, exprimés en euros H.T et T.T.C, mentionnés dans le catalogue, moins la remise sur catalogue. Il s'agit de prix remisés qui s'appliquent aux quantités livrées et admises.

### **15.3 - Contenu**

Au regard des dispositions de l'article 9.1.1 du C.C.A.G-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature de l'accord-cadre.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application du principe susmentionné, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Conformément à l'article 9.1.3 du C.C.A.G-Travaux, en cas de sous-traitance, « les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitant ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles. »

Conformément à l'article 9.1.2. du C.C.A.G-Travaux, « en cas de groupement conjoint, les prix des prestations attribuées à chaque entrepreneur dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances. »

#### **15.4 – Révision des prix**

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

La révision peut être demandée dès la parution du nouvel indice, néanmoins la révision est à la seule initiative du titulaire et ne sera applicable qu'à compter de la demande.

Le titulaire s'engage ainsi à faire parvenir au Crous de Strasbourg ses prix révisés en rappelant la formule et les indices appliqués.

La demande d'ajustement doit toujours être sollicitée par mail par le titulaire auprès du Service Commande Publique du Crous de Strasbourg à l'adresse mail suivante : [achat@crous-strasbourg.fr](mailto:achat@crous-strasbourg.fr)

Le prix révisé (Pn) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$P_n = P_o \times [0,40 + 0,60 \times (B_{Tn}/B_{To})]$
---

Po : prix indiqué et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo) de réception des offres soit **janvier 2026** ;

BTn : valeur indice national **BT47 – Electricité – Base 2010 (Identifiant 001710979)**, dernière valeur connue au moment de la révision ;

BTo : valeur indice national **BT47 – Electricité – Base 2010 (Identifiant 001710979)**, dernière valeur connue au moment de la remise des offres ;

L'indice référencé ci-dessus peut être trouvé sur le site du Moniteur dans les indices professionnels sous la référence Index du bâtiment BT10 ou sur le site de l'INSEE en cliquant sur le lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710956#Tableau>

Le prix obtenu par cette formule sera arrêté et arrondi au millième supérieur.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination d'un indice de substitution, le Service Commande Publique du Crous de Strasbourg, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice.

A défaut de transmission des prix révisés par le titulaire, les prix de l'accord-cadre resteront inchangés, sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

### **15.5 Ajustement des prix catalogue**

Les prix catalogues sont révisables par ajustement par référence au prix que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle suivant son tarif public et les prix indiqués sur ses catalogues. Les remises consenties seront appliquées sur ces nouveaux prix.

Lors de leur modification, le titulaire s'engage à faire parvenir, par tout moyen, au pouvoir adjudicateur, les nouveaux tarifs publics (catalogue en ligne ou papier et tarif) avec un préavis de trente (30) jours avant la parution des nouveaux prix. Seront alors appliqués les nouveaux prix publics catalogues ou les nouveaux tarifs publics. Les prix applicables seront ceux du tarif en vigueur à la date de la commande.

Les taux de remise consentis par le titulaire sont invariables pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

### **15.6 Clause de sauvegarde**

L'augmentation des prix ne pourra excéder 5% du coût fixé au moment de la signature du présent accord-cadre. Si la révision du prix fait apparaître une variation sur 12 mois supérieure à 5%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, sous réserve d'en informer le titulaire dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception du nouveau tarif, de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

### **15.7 Conditions financières particulières : prix promotionnels**

Il est permis qu'en cours d'exécution, les prix des fournitures figurant au B.P.U puissent dans une limite de temps définie, évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels sur l'initiative du titulaire et sans que le présent accord-cadre ne nécessite d'avenant pour modifier les prix concernés.

Le titulaire doit ainsi adresser le tarif promotionnel par voie électronique avec accusé de réception. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des fournitures concernées. Ces conditions tarifaires prévalent ainsi sur celles contractualisées pendant la période proposée par le titulaire.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seules fournitures figurant au B.P.U et la baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre, révisés le cas échéant, dans les conditions du présent C.C.A.P., sont ceux à nouveau en vigueur.

Des tarifs promotionnels pourront être proposés dans les cas suivants, limitativement énumérées :

- Conditions de volume ou de transport ;
- Abaissement des tarifs des matières premières et/ou des composants technologiques ;
- Déstockage ;
- Optimisation des conditions de production ;
- Evolutions technologiques et/ou normatives ;

Attention : La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

## ARTICLE 16- MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

### **16.1 – Mode de facturation**

Pour le règlement de l'accord-cadre, chaque bon de commande donnera lieu à l'établissement d'une facture. La gestion de la facturation sera effectuée par le service facturier du Crous de Strasbourg dont l'adresse mail est la suivante :

[SFACT@crous-strasbourg.fr](mailto:SFACT@crous-strasbourg.fr)

Conformément aux dispositions de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire de l'accord-cadre transmet sa demande de paiement sous forme de facture électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

**Sur le portail de facturation Chorus Pro, veuillez saisir le n° de Siret du Crous : 186 706 446 00017 ainsi que le code service suivant : 1001**

Conformément aux dispositions de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas de numéro d'identité, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le portail de facturation Chorus Pro peut également être utilisé par les entreprises qui ne sont pas encore concernées par l'obligation.

### **L'utilisation du portail de facturation mentionné ci-dessus est exclusive de tout autre mode de transmission.**

- Les factures émises par le titulaire devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :
- Les nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date de facturation
- Le numéro de l'accord-cadre : **25 010** ;
- Le lieu d'exécution des travaux ;
- La description des travaux exécutés (conformément au B.P.U)
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des travaux exécutés TTC ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.

**Important** : sauf indication contraire, une commande passée sur l'année n doit être exécutée et facturée sur l'année n au plus tard le vendredi de la première semaine de décembre. La facturation ne pourra avoir lieu qu'après constatation du service fait. Lors de la clôture budgétaire, le paiement des factures est stoppé et ne reprend qu'à sa réouverture en début d'année suivante. En cas de non-respect du délai de facturation, le titulaire encourt une pénalité de retard conformément à l'article 18 du présent C.C.A.P.

## **16.2 – Délais de règlement**

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement à 30 jours, après réception de la facture et sur la base du service fait.

Conformément à l'article R2192-27 du Code de la Commande Publique : « Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur »

Le titulaire de l'accord-cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le gestionnaire et des raisons de cette suspension par mail.

## **16.3 – Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, qui commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations de l'accord-cadre.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre ou le sous-traitant, en plus du bénéfice d'intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais qui n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

## **16.4 – Modalités de règlement des cotraitants et sous-traitants réglés directement**

### **a) Modalité de règlement des cotraitants**

Par dérogation à l'article 10.7.1 du C.C.A.G.-Travaux, dans le cas d'un marché passé avec un groupement solidaire, les travaux exécutés font l'objet d'un règlement à un compte unique ouvert au nom du groupement solidaire ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des règlements entre les différents entrepreneurs et indique précisément les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint, les travaux exécutés par chacun d'eux font l'objet d'un règlement individualisé.

Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un règlement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un règlement individualisé.

### **b) Modalités de règlement des sous-traitants**

Il sera fait application de l'article 10.8 du C.C.A.G.-Travaux

**Les prestations exécutées par les sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial.** En outre, le Crous de Strasbourg ne peut pas payer le sous-traitant au-delà de ce qui est prévu par l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas d'une sous-traitance régulière (acceptation de la sous-traitance et agrément des conditions de paiement par le Pouvoir adjudicateur), il incombe au sous-traitant de formuler une demande de paiement au Pouvoir adjudicateur accompagnée de copies de facture ainsi que l'accusé de réception attestant que le titulaire du marché a bien reçu ladite demande de paiement de la part de son sous-traitant. Conformément à l'article R2393-33 du Code de la Commande Publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du droit au paiement direct est identique à celui prévu au présent marché pour le paiement du titulaire soit 30 jours à compter de la réception de la facture.

## **ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G-Travaux, le titulaire s'assure du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc...) dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 18 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **Article 18.1 – Retenue de garantie**

Il sera fait application des articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique.

Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux ne peut être supérieur à 3 % pour les marchés publics passés par l'Etat.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire a la possibilité de remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande, ou si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire conformément aux dispositions des articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la Commande Publique. La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du Code de la commande Publique.

### **Article 18.2 – Avance**

Une avance est prévue dans le cadre du marché sur la base des dispositions de l'article R2191-16 et suivant du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 du Code de la commande Publique. Ainsi, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est versée au titulaire sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du marché et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Cependant, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 % pour les marchés publics passés par l'Etat.

L'avance est remboursée conformément aux dispositions de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur un engagement du montant total de l'avance consentie.

## **ARTICLE 19 – PENALITES**

Toutes les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure au préalable.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré. Les autres pénalités s'appliquent dès le premier manquement constaté et signalé.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre au frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général. Les pénalités sont cumulables entre elles et ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après.



Pénalités de retard			
Type	Délai	Montant pénalité	Unité de la pénalité
Non-respect de la date de démarrage des prestations prévue dans le bon de commande*	Selon délai inscrit au bon de commande	Selon montant du bon de commande	1/100 du montant H.T. du bon de commande par jour de retard avec pour minimum 50€ par jour de retard
Non-respect du délai global d'intervention prévu dans le bon de commande*	Selon délai inscrit au bon de commande	Selon montant du bon de commande	1/100 du montant HT du bon de commande par jour de retard avec pour minimum 50€ par jour de retard
Non remise en état des lieux à la date de la réception des travaux	Selon date de réception	100 €	Par jour de retard
Retard dans la remise d'un devis	5 jours ouvrés à compter de la demande de devis	100 €	Par jour de retard
<b>Précision :</b> Dans ce délai de 5 jours ouvrés le titulaire peut demander à effectuer une visite de site. La réalisation d'une visite prolonge de 5 jours ouvrés l'établissement du devis. Le délai maximal pour la remise d'un devis s'élève donc à 10 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.			
Délai d'intervention suite à une demande urgente Jour J avant 14h30	Jour J avant 18h00	50 €	Par heure de retard
Délai d'intervention suite à une demande urgente Jour J après 14h30	Jour J+1 avant 9h00	50 €	Par heure de retard
Retard à une réunion dans le cas où le titulaire a été informé de la tenue de cette dernière au moins une semaine avant la date prévue	Selon la date indiquée par écrit	50 €	Par quart d'heures de retard
Retard dans la levée des réserves	10 jours ouvrés à compter de la transmission du PV de réception	50 €	Par jour de retard
Retard de remise des DOE	10 jours ouvrés à compter de la transmission du PV de réception	50 €	Par jour de retard
<p><i>*Si le titulaire n'est pas en mesure de réaliser les travaux de maintenance selon le délai mentionné au sein du bon de commande, il devra prévenir le pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 2 jours ouvrés après réception du bon de commande et proposer un nouveau délai d'exécution. Selon les contraintes du pouvoir adjudicateur, ce nouveau délai pourra être accepté ou refusé. En cas de refus, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de solliciter une autre entreprise.</i></p>			

<b>Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire</b>			
Une pénalité s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants : -Communication des copies des titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification de l'accord-cadre		30 €	Par jour de retard
Toute absence non excusée du titulaire à une réunion de chantier ou de réception de travaux dans le cas où le titulaire a été informé de la tenue de cette dernière au moins une semaine avant la date prévue		100 €	Par absence
Non déclaration de sous-traitance ou constatation de sous-traitance n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.		150 €	Par constat
Non remise de l'attestation d'assurance après demande du pouvoir adjudicateur		150 €	Par jour de retard
Non réalisation d'un plan de prévention et/ou inspection commune	15 jours calendaires après la demande	200 €	Par plan de prévention non réalisé
Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention		100 €	Par constat
Non signalement d'un danger grave et imminent	1h00	500 €	Forfait
<b>Pénalités pour retard de facturation</b>			
<i>Sauf indication contraire une commande passée sur l'année n doit être exécutée et facturée sur l'année n au plus tard le vendredi de la première semaine de décembre. La facturation ne pourra avoir lieu qu'après constatation du service fait. Lors de la clôture budgétaire, le paiement des factures est stoppé et ne reprend qu'à sa réouverture en début d'année suivante.</i>			
Facturation hors délai de 1 à 5 jours ouvrés		Selon montant du bon de commande	1/100 du montant HT du bon de commande par jour de retard avec pour minimum 50€ par jour de retard
Pénalité pour facturation hors délai supérieur à 6 jours ouvrés		Selon montant du bon de commande	2/100 du montant HT du bon de commande par jour de retard avec pour minimum 50€ par jour de retard

## **ARTICLE 20 – REFACTION**

Conformément aux dispositions de l'article 41.7 du C.C.A.G-Travaux, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications de l'accord-cadre, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

## **ARTICLE 21 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT**

Conformément à l'article L2191-8 du Code de la Commande publique, le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

Pour toute cession de créance ou nantissement, il sera fait application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande publique.

## **ARTICLE 22 – ASSURANCE**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des interventions.

En conséquence, il est le seul responsable des dommages matériels/immatériels ou corporels que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens et à ceux appartenant au Crous de Strasbourg ou à des tiers.

A ce titre et conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire doit donc impérativement avoir contracté, avant le commencement d'exécution du marché, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir.

Il doit également avoir contracté une assurance couvrant sa responsabilité décennale et les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil et répondant notamment aux dispositions prévues par les articles L241-1, L241-2, L242-1 et L242-2, L243-1 à L 243-8 du Code des assurances.

De plus, à la suite de toute intervention, les frais de réparation de toute dégradation de biens mobiliers ou immobiliers sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du C.C.A.G-Travaux, il doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant le début d'exécution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance en fournissant une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Dans l'hypothèse où l'attestation d'assurance ne serait pas adressée avant la présentation de la première situation, le Crous de Strasbourg se réserve le droit de bloquer le paiement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 23 - RESILIATION ET LITIGE**

### **23.1 - Résiliation**

Il sera fait application des articles 49 et suivants du C.C.A.G-Travaux.

### **23.2 Résiliation aux frais et risques**

Lorsque le titulaire est défaillant dans l'exécution des prestations telles que prévues par le présent C.C.A.P et le C.C.T.P, le pouvoir adjudicateur peut procéder à son remplacement par une autre entreprise.

Il s'agit alors de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre en sanctionnant le titulaire fautif des conséquences onéreuses de la passation d'un accord-cadre de substitution.

Dans un tel cas, la décision de résiliation aux frais et risques sera notifiée au titulaire défaillant accompagnée de la notification de la volonté du pouvoir adjudicateur de passer un nouvel accord-cadre avec un autre entrepreneur. Par la suite, l'accord-cadre de substitution sera notifié au titulaire défaillant afin de lui faire supporter les conséquences financières du nouvel accord-cadre conclu.

De plus, le titulaire défaillant dont l'accord-cadre a été résilié à ses frais et risques ne peut obtenir le décompte général de ce marché, en vue du règlement des sommes dues au titre des travaux exécutés, qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

### **23.3 - Litige**

Conformément à l'article 55 du C.C.A.G-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Conformément à l'article 55.1 du C.C.A.G-Travaux, si un différend survient entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Si un différend survient les parties disposent de plusieurs modes de règlement amiable : médiation, intervention des comités de règlement amiable des différends, conciliation, transaction, arbitrage.

Cependant, si aucune solution amiable n'a été trouvée par les parties et que le différend persiste, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour tout litige survenant à l'occasion du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 24 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G-Travaux, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

**Le titulaire a l'obligation d'en informer ses sous-traitants.**

#### **ARTICLE 25 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le présent document déroge partiellement ou totalement aux articles du C.C.A.G de référence, listés ci-dessous :

L'article 6.1 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article 16.4 de présent C.C.A.P. déroge à l'article 10.7.1 du C.C.A.G-Travaux concernant les modalités de règlement des co-traitants ;

L'article 19 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 19.2 du C.C.A.G.-Travaux concernant les pénalités de retard ;

L'article 22 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 8.1.3 du C.C.A.G.-Travaux concernant le délai maximal imposé au titulaire pour fournir son attestation d'assurance.